

NOSOTROS



Journal apériodique du groupe anarchiste du Comminges - Estive 2018 - PRIX LIBRE

C'est l'été



Au Sommaire,

La loi de 1905 malmenée, non respectée, bafouée !
Émigration, camps de réfugiés, délit de solidarité
peur de l'autre... l'Europe gère

Dossier Spécial :
Le Rojava : hier, aujourd'hui, demain...

Violences policières - Terrorisme d'État

Robin, mutilé par une grenade,
écrit à Maxime qui a perdu sa main sur la Zad.

Montagne - Un regard libertaire

Une résistance paysanne en montagne pyrénéenne
ou un humano-centrisme primaire ?

Groupe de l'Organisation Anarchiste
Contact mail : nosotros1936@yahoo.fr



La loi de 1905 malmenée, non respectée, bafouée !

Nous sommes confrontés à un retour arrogant des forces réactionnaires et religieuses. Les conduites de Macron offensent et insurgent des milliers de Français athées, des libres penseurs, qui constatent en ses actions et discours, une atteinte au principe de laïcité. Le roi Macron piétine les valeurs de la République, il ne garantit plus la liberté de conscience de tous. Où sont les valeurs humanistes et laïques de la loi de 1905 ? La religion pénètre le système politique depuis des années. Dans le gouvernement Hollande, Valls assistait en la cathédrale de Troyes à la béatification d'un prêtre catholique et encore à l'inauguration de la nouvelle Grande mosquée de Strasbourg. Depuis son élection en mai 2017, Macron affiche un catholicisme profond et son vocabulaire est emprunté au registre religieux ; il ré-inscrit insidieusement la Religion Catholique dans l'histoire de France. Lors de l'anniversaire de l'assassinat du père Hamel le 26 juillet 2017, il déclarait « *Mon premier mot sera donc pour remercier l'Église de France... Au cœur de nos lois et de nos codes forgés par l'Histoire, il est une part (...), j'ose le mot, sacrée. Cette part, c'est la vie d'autrui, mais c'est aussi tout ce qui nous rend humain : l'amour, l'espérance, le don de soi, l'attachement aux siens et à ses racines, le goût de l'autre...* ». Le 21 décembre 2017 lors de la réception à l'Élysée des représentants des grandes religions Macron parle de « forces vives » de la société et s'engage à travailler avec elles au nom de la « laïcité ». Son discours du 9 avril 2018, à la conférence des évêques de France : « *Nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Église et l'État s'est abîmé, et qu'il nous importe à vous comme à moi de le réparer* », n'est que la suite d'une remise en cause de la loi de 1905. Mais qu'abîme Jupiter ? Où se situe la « réparation » ? réparer la destruction de la loi de 1905 ?



Récemment, le 26 juin, le Président de la République reçoit le titre de chanoine en la basilique de Latran et rapporte sa panoplie (la soutane blanche, la large ceinture, la courte pèlerine et la calotte !) à l'Élysée. La laïcité, pour lui, « *n'est pas la lutte contre une religion* » mais une « *loi de liberté* », « *la liberté de croire et de ne pas croire* ». Pour Macron « *la société ne peut pas être sécularisée et il faut redonner sa place au religieux* », « *Nous avons, anthropologiquement, ontologiquement, métaphysiquement, besoin de la religion* ». Qui est ce « Nous » ? Qui sont ces fanatiques qui veulent absolument re-cléricaiser la société française ? Le gouvernement, et ce cacique qui agit en despote à la tête de l'État. La laïcité est utilisée comme une arme à des fins politiques contre une catégorie particulière de la population par Valls, le Rassemblement National, Riposte Laïque et d'autres organisations. Il n'y a plus de neutralité de l'État ; récemment Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics proclame « Je suis pour le renforcement de la loi de 1905 par l'instauration d'un concordat avec l'Islam » qui permettrait d'avoir la mainmise sur les institutions religieuses et de ré-introduire la position des Églises dans la société ». Un positionnement de plus pour dynamiter la loi de 1905.

Nous sommes bien loin du concept de « Libre pensée », et de l'organisation née en 1847 avec comme objectif de faire prévaloir la laïcité,



la Séparation entre les Églises et l'État. Force est de constater un réel recul de la Culture Laïque, du droit du choix, de la liberté de penser.

En 1850, Victor Hugo dans son plaidoyer contre la loi Falloux qui remet jusqu'en 1881 l'instruction publique sous la coupe du clergé, déclare: « l'Église chez elle et l'État chez lui ». Jean Jaurès, Aristide Briand, Ferdinand Buisson, Victor Hugo défendent le principe de liberté de conscience.

La loi de 1905 malmenée, non respectée, bafouée !

“ Ni dieu, ni maître, à bas la calotte et vive la sociale ! ” - Paul Bert

La loi de Séparation des Eglises et de l'Etat est votée en 1905 ; elle intègre les concepts de tolérance, d'humanisme et de laïcité. Si la tolérance est une vertu individuelle, elle n'est pas un principe constitutionnel. La laïcité quant à elle, n'est pas un précepte philosophique, c'est un mode d'organisation des services publics et de l'Etat dans la pensée des législateurs de 1905 ; elle est mise en avant sur un plan juridictionnel : l'institution de la Laïcité comme principe constitutionnel. Une loi créée pour une émancipation de l'individu, pour le respect de la dignité de tous et qui a permis la création des mutuelles, des bourses du travail, des organisations syndicales et en 1945 de la création de la Sécurité Sociale ! Un respect du collectif qui garantit que chacun soit à égalité des droits et devoirs au niveau des institutions de l'état. Où en est-on aujourd'hui ?

Ce principe de Laïcité est mis à mal au sein de la V^{ème} république qui donne la primauté à l'exécutif face au législatif. L'exécutif plus puissant que jamais, nous ramène à une république bonapartiste dans son fonctionnement, comme dans ses décisions, et son programme politique conduit à une réelle violence de l'état par des atteintes à la liberté d'expression et de comportements. La séparation entre sphère publique et sphère privée s'estompée. La loi de 1905 établit pourtant clairement la distinction entre les deux : sphère publique : l'état, les institutions, les administrations, les services publics en charge de l'intérêt général ; la sphère privée englobe tout le reste : la rue, la vie intime, les décisions individuelles. Et pourtant, on voit l'Église reprendre sa place dans la société pour la question du mariage pour tous, la recherche

sur l'embryon, le droit de mourir dans la dignité (affaire Lambert), et dans l'Education Nationale. Les religions irriguent la société et deviennent des institutions politiques avec la mise en place des « conseils » où la laïcité est discutée avec des religieux ! Une conception étrangère à la Libre pensée. Pour quelles finalités ? La laïcisation de la sphère

privée, la privatisation de la sphère publique, la création de la sphère sociale ?

L'Etat fourbe, fait preuve d'allégeance politique, nous contraint surnoisement, nous formate, instituant un fonctionnement limitant, restrictif pour mieux nous manipuler.

Il est un combat à mener : celui de la ré-appropriation d'une libre pensée, de la liberté de croire ou de ne pas croire, celui de s'opposer au fondamentalisme religieux et politique. L'état et les institutions publiques doivent rester indépendantes, neutres.

IL Y A PEU D'ATHÉES MILITANTS



« Indignez vous ! » contre l'autoritarisme, l'endoctrinement idéologique (la pire des formes de contrôle du comportement), l'assujettissement, pour défendre la liberté de conscience définie par Ferdinand Buisson, en 1903, (étourdissante de justesse encore aujourd'hui!):

« Pour faire un républicain il faut prendre l'être humain si petit et si humble qu'il soit, un enfant, un adolescent, l'homme le plus inculte, le travailleur le plus accablé par l'excès de travail, et lui donner l'idée qu'il peut penser par lui-même, qu'il ne doit ni foi ni obéissance à personne, que c'est à lui de chercher la vérité et non pas à la recevoir toute faite d'un maître, d'un directeur, d'un chef quel qu'il soit temporel ou spirituel. »

MCP

C'est encore l'Histoire qui nous entraîne vers les mêmes recettes devant les mêmes situations, et les mêmes déficiences des institutions en situation de catastrophe. À l'approche des vacances, l'énergie révolutionnaire de Mai 68 a fondu avec la chaleur de l'été. Les Nuits-debout et les Jardins-debout se sont asséchés avec les chaleurs estivales. Les images télévisuelles de tragédie humaines des migrants en Méditerranée se sont évanouies des esprits des vacanciers, oubliées. Elles sont remplacées par celles d'autres émigrations, la déferlante de cohortes de voyageurs inonde le maillage routier et ferroviaire de l'Europe, des cyclistes déguisés en costumes folkloriques de coureurs du tour de France se répandent triomphant dans les campagnes.

Les médias ont repris le traitement des masses populaires en ensuquant les esprits des estivants ainsi que de ceux si nombreux qui demeurent coincés dans les mille-feuilles de béton, avec une saturation de résultats des équipes de foot et autres compétiteurs. Tel un oxymore tragique, depuis quelques années, une autre migration arrive en Europe dans un flot incessant de populations fuyant leurs pays en situation de détresse maximum par fait de guerre ou de naufrage climatique. Les mesures de gestion de l'accueil sont celles de crise avec un arsenal de mesures ou de non mesures. Et nous nous trouvons en 2018, telle une fatalité devant des réponses techniques qui rappellent cruellement d'autres temps obscurs connus durant l'Occupation allemande avec la Solidarité transformée en infraction à la Loi, le délit de solidarité. Les rapports inégalitaires entre Kanak, caldoches (descendants de colons), et métropolitains persistent.

Nous ne pouvons que constater que devant l'incapacité des États à répondre aux urgences, ce sont encore une fois les particuliers et les ONG qui se mettent en mouvement et se mettent en capacité comme en difficultés non soutenues par les institutions pour secourir les naufragés. Dans ce contexte de misère humaine et politique, nous avons pu voir émerger une ONG d'un genre étrange, à l'esprit et la culture ostensiblement nazie dans les faits ; soit, affréter un bateau dont l'objectif est d'empêcher d'autres bateaux d'ONGs de secourir les naufragés. Ce bateau engagé dans cette mission obscène est constitué de bénévoles, qui ne semblent pas se rendre compte qu'ils participent à une vraie saloperie, digne des pires heures du fascisme durant l'Allemagne nazie.

Parce que si ces radeaux de la Méduse ne sont pas secourus, les occupants seront en Solution Finale probablement noyés ou renvoyés dans l'enfer libyen.

Quel contraste surréaliste par l'éclat du soleil de l'été et l'insolation collective des migrants dans leurs radeaux de fortune au large des plages estivales, destination de l'indifférence édiflée en valeur de bonheur consommable.

Nous avons déjà pu prendre toute la mesure de cette incapacité des États à répondre à la détresse des populations à l'occasion des grandes catastrophes et plus particulièrement quand elles furent causées par l'activité humaine (AZF, Tchernobyl, Hiroshima, Bhopal, extraction du gaz de schiste, etc.). C'est bien la démonstration que les structures étatiques hyper centralisées sont fauteuses de catastrophes et de guerre. Elles en sont la cause par l'allégeance peu scrupuleuse au Monde marchand, et notre brillant Président Macron ne déroge pas à ce constat dans la gestion de l'accueil des migrants. La conception centralisée et pyramidale du Pouvoir fait qu'à chaque niveau de l'exercice de celui-ci, le regard des élus est souvent davantage tourné vers l'ascension de la pyramide qu'à être dans l'inclinaison de l'écoute des populations. En conscience, la nécessité de solidarité s'impose à l'esprit et s'affranchit de toute règle. L'espérance réside en ce qu'il y a eu et qu'il y aura toujours des Justes anonymes pour transgresser l'inhumanité administrative dont sont capables les États comme nous le constatons aujourd'hui dans le traitement fait à ces malheureux perdus en mer et autres réfugiés.



Combien de peuples ont dû fuir dans l'Histoire ? Ce n'est qu'une question de tour, à quand le nôtre ? Quand le premier accident nucléaire arrivera dans l'Hexagone, parce que ça arrivera et que l'éventualité est connue par la direction d'ERDF, où irons-nous ?

Domenge

Le Rojava et le municipalisme libertaire: la Commune n'est pas morte ! (1)

Le Rojava (qui signifie « Ouest » en kurde) est le nom donné au Kurdistan syrien. Cette enclave quasiment de la taille de la Belgique située au nord de la Syrie, coincée entre la Turquie et ses supplétifs syriens, les forces loyales au régime El-Assad et Daech, est depuis 2012 le terreau d'une expérience humaine et sociale originale et novatrice.

Le nom du Rojava est peu connu en Europe, celui des Kurdes, l'ethnie majoritaire qui l'habite, un peu plus. Les Kurdes sont le plus grand peuple sans État au monde, mais qu'importe ! Sur ce petit bout de terre soumis à diverses pressions milita-



ristes, aux embargos et aux convoitises, le peuple s'organise afin de justement prévenir l'émergence d'un État en privilégiant la mise en œuvre du municipalisme libertaire et de l'écologie sociale à travers la création de Communes (« komîn ») librement fédérées : le confédéralisme démocratique. Ces principes et leur application proviennent de la correspondance fertile et inédite entre deux esprits, celui d'un vieil anarchiste américain un peu oublié, Murray Bookchin, et d'un ancien chef de guérilla marxiste-léniniste et héraut des idéaux émancipateurs du peuple kurde, Abdullah Öcalan, détenu sur une île-prison turque depuis 1999.

L'expérience politique du Rojava est multidimensionnelle et repose sur 4 piliers principaux : la démocratie directe, l'égalité hommes-femmes, le pluralisme religieux et le respect de l'environnement.

Mais pour mieux comprendre ce projet politique novateur dans cette région du monde, il nous faut préalablement nous pencher sur le contexte géopolitique et culturel de cette partie du globe, en s'arrêtant notamment sur le cas du Kurdistan turc, car c'est là que plongent les racines du processus révolutionnaire kurde contemporain.

Le Kurdistan (« Le pays des Kurdes ») est une région géographique et culturelle d'Asie occidentale, majoritairement peuplée par les Kurdes. Cette région se situe à cheval sur quatre pays : l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. Selon l'observatoire franco-kurde, le Kurdistan s'étend sur 503000 kilomètres carrés, soit un peu moins que la France.

Le Kurdistan turc est appelé *Bakur* et représente 41% de la surface du Kurdistan. Le Kurdistan iranien est appelé *Rojhilat* (38%). Le Kurdistan irakien est appelé *Başûr* (16%). Enfin, le Kurdistan syrien est appelé *Rojava* et ne couvre que 5% de la surface du Kurdistan.

À l'issue de la Première Guerre Mondiale, l'Empire ottoman vaincu, le traité de Sèvres de 1920 prévoit notamment la création d'un État kurde. N'ayant jamais été ratifié par l'ensemble de ses

signataires, il provoque un sursaut nationaliste autour d'Atatürk, la chute de l'Empire ottoman et la négociation d'un nouveau traité trois ans plus tard, le traité de Lausanne qui partage le Moyen-Orient en plusieurs pays et dont la France et le Royaume-Uni se voient confier des mandats. Au grand dam des Kurdes, ce traité proclame la République de Turquie et enterre les espoirs de création d'un État kurde.

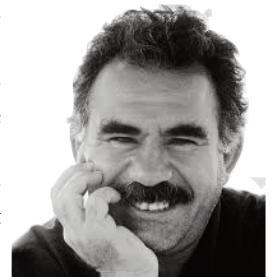
Dès lors, la minorité kurde dans chacun des nouveaux États sera niée, notamment en Turquie, car le Kémalisme visant à créer une identité turque forte, va à l'encontre de la considération de la diversité ethnique qui la compose.

Les mouvements d'émancipation kurde et les soulèvements populaires émailleront le vingtième siècle sans réellement à prendre corps et seront brutalement réprimés de manière systématique dans chacun des quatre pays où les kurdes sont présents. Cependant, en 1978, en Turquie, se crée un mouvement révolutionnaire d'inspiration marxiste-léniniste (ils abandonneront le second qualificatif en 1994) autour d'un leader charismatique : le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dirigé par Abdullah Öcalan (il est appelé *Apo*, qui veut dire « oncle » en Kurde).

Une figure historique du PKK participera également à sa fondation, il s'agit de Sakine Cansiz, dont le nom a fait les gros titres de la presse française lors de son assassinat et celui de deux autres militantes kurdes, Fidan Doğan et Leyla Söylemez à Paris le 9 janvier 2013. Bien qu'il fût fondé en 1978, le PKK démarrera la lutte armée en 1984. Les années 90 seront celles de la guerre civile entre le PKK et l'État turc qui se soldera par des milliers de morts de part et d'autre.

A cette époque, le but de ce mouvement était de fédérer les quatre parties du Kurdistan afin de créer un État-nation kurde.

En 1999, Abdullah Öcalan est arrêté au Kenya avec le concours des services secrets turcs, américains et israéliens. Il est rapidement condamné à mort. Cependant, sa condamnation sera par la suite commuée en peine de prison à perpétuité. Abdullah Öcalan est depuis lors détenu sur l'île prison d'İmralı en Turquie et a très peu de contacts avec l'extérieur. Lors de sa détention, ce dernier entretient une intense correspondance avec un certain Murray Bookchin. Parallèlement, Öcalan réalise que les quatre Kurdistan reflètent également quatre réalités différentes, possédant leurs propres caractéristiques, leur propre histoire mais également leurs propres dissensions, notamment concernant la création d'un État-nation pour les Kurdes. Face à l'impasse de la guérilla contre l'État turc, Öcalan remet en question et adapte son projet politique à l'aune de ces nouvelles réflexions.



Le Rojava et le municipalisme libertaire: la Commune n'est pas morte ! (2)

Murray Bookchin est un essayiste américain faisant partie du mouvement écologiste libertaire. Il est notamment connu pour avoir théorisé l'écologie sociale et le municipalisme libertaire. L'écologie sociale est une théorie qui postule que les problèmes sociaux que sont les rapports de dominations et les hiérarchies notamment seraient la cause des problèmes écologiques. Selon lui, « *l'obligation faite à l'humain de dominer la Nature découle directement de la domination de l'humain sur l'humain.* » L'écologie sociale nous montre que ce n'est qu'en résolvant les dominations induites dans nos sociétés (socialement et institutionnellement) que l'on peut espérer développer un autre rapport avec notre environnement. Bookchin encore : « *Les tentatives de rendre le capitalisme « vert » ou « écologique » sont condamnées d'avance par la nature même du système, qui est de croître indéfiniment.* »

Le municipalisme libertaire est la mise en œuvre locale de l'écologie sociale, reposant sur la mise en place de Communes librement fédérées et dont elles constitueraient la cellule de base. Ces Communes seraient capables d'initier une transformation sociale radicale par propagation par le biais d'institutions libertaires, composées d'assemblées de citoyens pratiquant la démocratie directe, et à terme remplaceraient l'État-nation par une confédération de municipalités ou Communes libres et autogérées. Progressivement l'État serait vidé de sa substance et rendu inutile et superflu.

Ainsi, la correspondance entre Öcalan et Bookchin va grandement contribuer à un changement de ligne du PKK qui adopte à partir de 2005 le confédéralisme démocratique, lui-même inspiré du municipalisme libertaire et de l'écologie sociale de Bookchin, mais également des expériences zapatistes, et nourri de réflexions traversant les courants communistes et anarchistes internationaux à l'époque. Ce programme rejette le nationalisme et la prise de pouvoir en tant qu'objectif du parti. Les populations auto-administrées fonctionneraient en assemblées populaires mettant en œuvre la démocratie directe, une économie de type collectiviste, un système de fédéralisme intégral entre Communes et une coopération paritaire et multiethnique dans des systèmes organisationnels et décisionnels autogérés. Selon Öcalan, le confédéralisme démocratique « *visé à accomplir le droit à l'autodéfense des peuples en contribuant à la progression de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan, sans toutefois remettre en cause les frontières politiques existantes.* » On retrouve ici l'idée selon laquelle le projet politique du Rojava ne vise pas à la création d'un État-nation kurde.

Nous nous sommes appuyés sur l'histoire du PKK et des différentes réorientations politiques et stratégiques de ce dernier car tout ce travail préalable initié au Bakur a trouvé un terrain vierge au Rojava et a permis d'y appliquer ces principes à partir de 2012. À l'instar de leurs voisins kurdes d'Irak qui ont saisi l'opportunité de la guerre pour s'autonomiser du pouvoir central dès 2005, le Rojava a saisi sa chance en 2011 lors du déclenchement de la guerre civile en Syrie. Mais à la différence du Bakur en Turquie qui subit une répression sans merci de la part du gouvernement d'Erdoğan, le Rojava s'est retrouvé autonome de fait et le processus politique détaillé plus haut a pu se mettre en place d'emblée et s'épanouir plus rapidement, sans État pour brider ou briser ses velléités autonomistes.

En 2018, le Rojava couvre une surface à peu près équivalente à celle de la Belgique et la population auto-administrée avoisinerait désormais les 6 millions d'habitants. Près de 60 % de celle-ci est kurde, répartie sur trois cantons : Afrîn, Djezireh et Euphrate (anciennement Kobanê). Les trois langues officielles du Rojava sont l'Arabe, le Kurde et le Syriaque.

Le Rojava étant en guerre, ces données sont relativement approximatives et sujettes à fluctuation en fonction des événements. Par exemple, entre 2012 et 2018, en raison des conquêtes de territoires, repris à l'État Islamique notamment, le territoire auto-administré a doublé tandis que sa population a triplé.

Au Rojava, la plupart des Kurdes et des Arabes pratiquent l'islam Sunnite. Les Assyriens quant à eux comprennent les syriaques orthodoxes et catholiques et les catholiques chaldéens. Il y a aussi d'autres religions telles que le zoroastrisme et le yézidisme.

À partir de Février 2011, dans la lignée des Printemps arabes, le peuple syrien se soulève. Pour parer au plus urgent, Bachar El-Assad retire ses troupes du Rojava pour se concentrer sur le foyer de la contestation situé à Deraa et ses alentours, dans le sud-ouest du pays. Progressivement, les milices kurdes prennent le contrôle de la majorité du Kurdistan syrien. En novembre 2013, des représentants kurdes, arabes, assyriens et d'autres déclarent un gouvernement de *facto* dans la région.

En janvier 2014, les trois cantons adoptent la Charte du Rojava qui peut être considérée comme un embryon de Constitution, à laquelle peuvent adhérer « *toutes cités, villes et villages en Syrie qui acceptent cette Charte.* »

Le 17 mars 2016, les Kurdes de Syrie proclament une entité « *fédérale démocratique* » dans les zones contrôlées, dans ce qui était jusqu'à présent une zone d'« *administration autonome* ». Dans sa Constitution de Décembre 2016, son nom officiel est celui de « *Système fédéral démocratique de Syrie du Nord* » (DFNS).

Un parti politique revendique le contrôle du Rojava : le PYD (Parti de l'Union Démocratique). Créé en 2003, il se fait connaître à partir de la guerre civile syrienne, devenant un acteur incontournable de la lutte contre Daech. La Turquie le voit comme une émanation syrienne du PKK et le considère par conséquent comme une organisation terroriste au même titre que ce dernier et le combat donc comme tel.

Le bras armé du PYD est formé par les YPG-YPJ, respectivement « *Unités de protection du peuple* » et « *Unités de protection de la femme* ». Ces unités se sont retrouvées en première ligne des combats contre Daech, notamment lors du siège de Kobanê et plus récemment la prise décisive de Raqqa. Lors de ces batailles, l'Occident a découvert les YPJ, force armée composée uniquement de femmes, en ne pouvant s'empêcher de ressusciter le cliché des Amazones dans leurs reportages.

Les YPG-YPJ affirment disposer d'une force de 60000 combattants, dont au moins un tiers de femmes. Ils se fondent dans les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) coalition de groupes armés kurdes et arabes formée en Octobre 2015 afin de lutter contre l'État Islamique.

Les YPG-YPJ ont signé la Convention de Genève en 2014. Ces bases étant posées, nous pouvons nous pencher plus en avant sur les piliers de la Révolution du Rojava que sont la démocratie directe, l'égalité hommes-femmes, le pluralisme religieux et le respect de l'environnement.

Le Rojava et le municipalisme libertaire: la Commune n'est pas morte ! (3)

Le Rojava met donc en pratique les principes du municipalisme libertaire et du confédéralisme démocratique. Ces principes sont appliqués concrètement au Rojava depuis la prise de contrôle de cette partie de la Syrie par les milices kurdes en 2012.

Comme on l'a vu précédemment, le cœur politique du Rojava réside dans les assemblées communales locales. Ces assemblées prennent corps dans des Communes (« komîn » en Kurde). Les révolutionnaires au Rojava travaillent sans relâche pour établir des Communes partout (elles seraient actuellement plus de 4000 sur le territoire). Ils vont aussi à la rencontre de personnes moins politisées ou qui sont éloignées d'eux sur le plan politique. Les Communes sont des structures qui sont à la base de la société : c'est là où l'auto-organisation répandue par la révolution prend principalement place. Les habitants d'un village ou de zones urbaines, ou bien d'un ou plusieurs pâtés de maison, s'y réunissent, discutent, s'organisent et prennent des décisions sur tous les sujets qui les concernent : la santé, l'emploi, l'éducation... Femmes et hommes disposent d'une voix égale. Les femmes coprésident chaque réunion et chaque assemblée. Les minorités non-kurdes, en particulier arabes, assyriennes et turkmènes, ont également la priorité sur la liste des discours. Des interprètes leur sont fournis en cas de besoin. Il s'agit d'une démocratie directe où les décisions sont prises par le village ou la région. Si les décisions ne peuvent être prises au niveau local, les représentants participent à des assemblées municipales ou régionales, mais restent responsables au niveau communal et ne peuvent présenter que des points de vue approuvés localement. Le but est de maintenir le processus décisionnel aussi local que possible. Lors des assemblées, les habitants forment également des commissions concernant différents sujets de la vie locale qu'ils coordonnent par la suite. Les coordinateurs se réunissent chaque semaine. Tous les lieux de vie sont invités à venir aux assemblées si quelque chose d'important nécessite d'être discuté. Elles ont lieu fréquemment, environ une fois par mois. Dans ces assemblées, les habitants sont aussi informés des discussions et des décisions prises dans les assemblées des échelons supérieurs. Dans les villes, cela est fait par le conseil de voisinage, en province par le Conseil du Peuple, qui peut réunir 7 à 10 villages.

Le mouvement sanitaire au Rojava a comme objectif de former deux personnes aux soins de base dans chaque Commune. Elles seront capables de traiter les cas mineurs de maladies ou de blessures. Il y a aussi des dispensaires de quartier. La commune assure également les besoins de base des personnes les plus démunies.

Des responsables sont élus par les habitants. À chaque élection un homme et une femme sont élus et sont chacun coprésident.es (révocables) de la fonction. Lors du dépôt des candidatures, il faut au moins que 40% de l'un ou l'autre sexe soit représenté.

Dans la Révolution en cours au Rojava, le féminisme occupe une place centrale et décisive, plus que dans aucun mouvement de libération du passé. En effet, il n'est pas seulement un objectif mais une méthode dans le processus de libération.

Ainsi s'est créée la « *Jineoloji* ». Concept théorisé par Abdullah Öcalan. Ce mot signifie étymologiquement « *Science des femmes* » et peut se définir comme étant une fusion de la

science, du féminisme, de l'étude des genres et de l'histoire.

Cette science vise à retrouver d'où vient historiquement l'asservissement des femmes par l'analyse de la construction et de la reproduction du système patriarcal pour mieux le détruire. Pour cela, la *Jineoloji* propose de remettre les femmes au premier plan, là où la science moderne, la philosophie et la religion les avaient exclues. Öcalan affirme que les femmes sont « *le plus ancien groupe humain colonisé.* » C'est pour cela que la libération de la Femme constitue selon lui un préalable à la libération de la société dans son ensemble, tout en soulignant que « *la libération de la femme ne surviendra qu'au prix d'une lutte contre les fondations mêmes de ce système de pouvoir.* »

Ainsi, cette science vise à se débarrasser de tous les carcans sources d'oppression qui ont asservi les femmes et plus largement les humains pour construire une société sur des bases plus justes où les concepts de liberté et de vivre ensemble seraient vidés de toute velléité de domination d'un groupe sur un autre. La *Jineoloji* postule que la libération de la femme est le préalable inconditionnel qui mènerait à la libération de la société dans son ensemble par la suppression des systèmes de domination en œuvre, et augurerait de l'avènement d'une société juste, égalitaire et proche de la nature.

Cette science se veut empirique en se nourrissant d'allers-retours entre théorie et pratique, et souhaite une rupture radicale avec le système de l'État-nation patriarcal, capitaliste et colonial.

En 2011, le premier comité de recherche de *Jineoloji* est constitué au sein du PAJK (Parti de libération des femmes du Kurdistan). En 2015, la première conférence de *Jineoloji* est organisée dans les montagnes du Kurdistan. En janvier 2018 a eu lieu la première conférence de *Jineoloji* au Rojava et dans la Fédération démocratique du Nord de la Syrie.

La *Jineoloji* est devenue un domaine officiel du système éducatif, elle est enseignée dans les écoles et à l'Université du Rojava. Au niveau confédéral il faut également parler du *Kongreya Star* qui est la confédération rassemblant les mouvements de femmes au Rojava, créée en 2005. Cette confédération chapeaute toutes les initiatives de femmes de chaque canton et est responsable de grandes avancées dans le domaine des relations de genre. Cette confédération organise et coordonne les structures autonomes des femmes. Nous pouvons citer la mise en place de la *Mala Jin*, qui est une maison des femmes qui fonctionne comme un lieu de résolution de conflits en lien avec les hommes (violences conjugales, divorces, mariages forcés...). Leur nombre se développe rapidement et à terme il devrait y avoir une *Mala Jin* dans chaque Commune.

Un autre pilier de la Révolution au Rojava : le pluralisme religieux. Comme nous l'avons vu précédemment, le Kurdistan syrien abrite de multiples confessions : Musulmans et Chrétiens notamment. Le PYD et l'administration de la Fédération démocratique de Syrie du Nord sont résolument séculiers et laïques. Se déclarant initialement athée, le PYD a dérivé vers une forme de déisme vague pour contenter toutes les religions présentes sur le territoire. On peut aller plus loin en affirmant que le Rojava soutient un pluralisme ethno-religieux puisque sur son sol cohabitent des Kurdes, des Arabes, des Assyriens, des Syriens, des Chaldéens, des Turkmènes, des Arméniens et des Tchétchènes. Tous ont voix au chapitre par l'intermédiaire des Communes.



Le Rojava et le municipalisme libertaire: la Commune n'est pas morte ! (4)

Enfin, le dernier pilier de la Révolution en cours au Rojava est l'écologie. Comme nous l'avons vu plus haut, la Révolution s'inspire des principes de l'écologie sociale de Murray Bookchin. Nous pouvons prendre l'exemple du projet « *Make Rojava green again* ». Ce projet vise réellement à « reverdir » le Rojava. En effet, le régime de Bachar El-Assad s'est toujours concentré uniquement sur l'exploitation maximale des ressources et la rentabilité agricole, aux dépens de la protection de l'environnement, et de manière assez prononcée au Rojava. En effet, la monoculture de blé et d'olives s'accompagnait systématiquement d'une déforestation presque totale, la population n'ayant pas le droit de planter des arbres car ceux-ci consommaient l'eau destinée aux cultures. C'est dans ce contexte que la Commune internationaliste du Rojava a lancé la campagne « *Make Rojava green again* », qui s'est prioritairement axée sur la reforestation. Ainsi, une pépinière a vu le jour où vignes, figuiers et oliviers notamment sont amenés à maturité au sein d'une coopérative à but non lucratif, et seront principalement replantés dans la réserve naturelle d'Hayaka, située à côté de Derik, mais aussi vendus à prix coûtant à toutes les structures qui demanderont des arbres.

Une Académie internationaliste est en cours de construction dans la région de Cizirê. À terme, elle deviendra un modèle de village écologique par la mise en place du tri des déchets, de l'utilisation de compost et éventuellement de recyclage sur place, l'installation d'un système de séparation et de réutilisation des eaux usées pour l'arrosage et la fertilisation et enfin la construction de moyens de production d'énergie autonomes. Il est à déplorer que ce domaine de la Révolution est celui qui est le moins avancé, en raison notamment des conditions de guerre. La Révolution a également besoin de volontaires internationaux qualifiés pour faire avancer ses projets. Mais chaque chose en son temps.

De lourdes menaces pèsent sur la jeune et fragile utopie rojavienne. À l'heure où nous écrivons ces lignes, Daech a été chassé de Raqqa et mène encore des raids épisodiques meurtriers dans la région de Deir Ez Zor notamment. La Turquie et des milices de la soi-disant Armée Syrienne Libre dont certaines sont affiliés à d'Al-Qaeda comme le Front Al-Nosra ont envahi le canton et la ville d'Afrîn depuis février 2018. Les pillages, les enlèvements et les exécutions sommaires sont désormais monnaie courante dans le canton et dans la ville éponyme. Quant au régime de Bachar Al-Assad, il vient d'écraser la rébellion à Deraa, le foyer d'où était partie la contestation du régime en 2011. Il est à craindre qu'il remobilise ses troupes dans un futur plus ou moins proche afin de reprendre le contrôle du Kurdistan syrien. Pour ne rien arranger, les voisins du Kurdistan irakien ont également mis le Rojava sous embargo.

Par ses visées autonomistes, autogestionnaires, anti-patriarcales, anti-capitalistes et anti-étatiques, la Révolution au Rojava rassemble beaucoup de sympathisants dans les milieux d'extrême-gauche et libertaires, certains même sautant le pas en rejoignant directement le Rojava afin



d'apporter leur aide à la jeune Révolution. Il en est même qui partent grossir les rangs des YPG-YPJ. Des groupes internationalistes se sont formés en leur sein, notamment le Bataillon International de Libération (IFB) formé en 2015 et qui regroupe des internationalistes de tous bords, des marxistes-léninistes aux maoïstes en passant par les anarchistes. Au sein de ce bataillon s'est formé en 2017 le Bataillon anarchiste des forces révolutionnaires internationales de guérilla (IRPGF), créé sur le modèle des Brigades internationales de 1936. L'IRPGF a même créé le premier bataillon LGBT du Moyen-Orient: l'Armée de libération et d'insurrection Queer (TQILA) qui a vu le jour à l'été 2017 lors de la prise de Raqqa.

Comme on a pu le voir, la Révolution en cours au Rojava est multidimensionnelle. En peu de temps et au regard de l'état de guerre qui prévaut depuis son commencement en 2012, de nombreuses avancées ont été réalisées à tous les niveaux de la société. C'est une Révolution qui se veut ouverte et inclusive, tout en rejetant l'État-nation. Elle a choisi le municipalisme libertaire comme base sociale et le confédéralisme démocratique comme cadre politique. Le Rojava et la Fédération démocratique de la Syrie du Nord promeuvent la justice sociale, les libertés individuelles et politiques, la démocratie directe, la liberté de croire ou de ne pas croire, l'égalité entre les sexes, l'écologie et l'interdiction de la peine de mort et de la torture. Une alternative syrienne qui implique à égalité, et dans le respect des frontières du Moyen-Orient, toutes les populations présentes sur son sol, qu'elles soient musulmanes sunnites ou alaouites, chrétiennes, yézidiennes ou athées.

En guise d'ouverture, on peut se demander quel avenir va se choisir cette Révolution balbutiante. Pierre Bance se questionne : « *Ce pouvoir aura-t-il la volonté de s'effacer devant la fédération des communes libres ou se transformera-t-il en État-nation ? Dit autrement, le confédéralisme libertaire l'emportera-t-il sur toute velléité étatique ?* »

L'avenir nous le dira...

« *La liberté d'autrui étend la mienne à l'infini.* »

Mikhaïl Bakounine

Pirate

Pour aller plus loin

Ouvrages :

Pierre Bance. Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique
Stephen Bouquin, Mireille Court, Chris Den Hond.
La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation
Murray Bookchin. Qu'est-ce que l'écologie sociale ?
Murray Bookchin. Pour un municipalisme libertaire

Sur Internet:

jineoloji.org
kurdistan.net : Qu'est-ce que la Jineoloji ?
Youtube : Une utopie au cœur du chaos syrien
internationalistcommune.com



VIOLENCES POLICIÈRES – TERRORISME D'ÉTAT

Les violences policières se généralisent ! Voilà le constat dressé par le Syndicat des avocats de France, le 9 juin, journée de réflexion et d'échanges réunissant avocats, militants, sociologues, syndicalistes, « street medics » et journalistes victimes de ces violences. Aujourd'hui banalisée, la violence policière cible systématiquement les réfugiés et militants poursuivis au col de l'Echelle (Htes Alpes), les manifestants, zadistes, lycéens, étudiants et tous ceux qui contestent les décisions d'un État aux mains de l'élyséen chanoine de Latran.

L'ampleur des moyens déployés lors de l'expulsion des zadistes de NDDL en est une parfaite illustration. Les 11 000 grenades lancées par les forces du désordre public (8 000 grenades lacrymogènes et 3 000 grenades assourdissantes) ont provoqué au moins 300 blessés parmi les zadistes avec des cas de morceaux de grenades de plus de deux centimètres logés à côté de la colonne vertébrale ou une artère vitale, des éclats multiples sur tout le corps, certains ne pouvant être retirés car logés dans des zones trop sensibles. Le témoignage de Sarah, de l'équipe médic, donne la mesure de cette violence inouïe : « Je me suis sentie comme en zone de guerre, le 11 avril, le troisième jour des expulsions, quand après une charge très violente et des tirs de Gli-F4 il y avait six personnes au sol dans un champ, et il fallait évaluer le niveau de gravité de chacun pour décider qui évacuer en premier. Là on a appris que les gendarmes avaient tout bloqué, alors qu'on avait quelqu'un à envoyer à l'hôpital. Les gendarmes ont retardé son évacuation. » (Reporterre.net 12/06/2018).

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que quelques jours plus tard, le 22 mai, Maxime perde une main, arrachée par une grenade Gli-F4. Côté flicaille, le bilan de l'opération s'élève à 77 blessés. Les deux pandores le plus gravement atteints se sont -gros dégourdis!- blessés eux mêmes en manipulant une de leurs propres grenades. Déjà, lors de la fumeuse opération « César », le gendarme le plus grièvement blessé le fut dans des circonstances analogues. Ironie du sort ? Grenades capricieuses ? Maladresse ? Qui sait ? Toujours est-il que même pour le pandore en opération de répression, le pire des dangers ne vient pas des manifestants mais, juste retour des choses, des grenades qu'il leur lance. Avec sa main arrachée, le nom de Maxime s'ajoute à ceux d'Édouard (une main arrachée le 25 janvier 2001 à Lille), Mikaël (une main arrachée le 26 octobre 2013 à Pont de Buis), Elsa (mutilée à la main par une grenade de désencerclement le 7 octobre 2014 au Testet), Pascal (orteils arrachés par une grenade le 29 janvier 2009 à Saint-Nazaire), Robin (qui a failli perdre un pied à cause d'une grenade Gli-F4 le 15 août 2017 à Bure).



Ne nous y trompons pas, avec un usage récurrent à la violence, l'État fait figure de principal fauteur de troubles à l'ordre public. Quand au maintien de « l'ordre républicain », que prétextent ses marionnettes, préfets, ministres, et autres politiciens aux ordres des lobbys, bénéficiant de l'onction médiatique, il ne vise en fait qu'à maintenir coûte que coûte un système économique cannibale aux mains d'un patronat vorace. Un système, on l'aura compris, aux antipodes des valeurs portées par la ZAD.

De quel droit peut bien se revendiquer un État dont la « Justice » classe généralement sans suite les plaintes des victimes de ses propres violences. Ainsi discréditée, complice de fait de ces violences qu'elle refuse généralement de sanctionner, la « Justice » de ce bel « État de droit » vient de se voir infliger deux sévères camoufflets par la Cour européenne des droits de l'homme qui vient de condamner l'État français pour le tir d'un gendarme ayant tué, en 2008, le passager d'un véhicule en fuite. Récemment aussi, dans une autre affaire elle a condamné l'État à verser 6,5 millions d'euros de dommages et intérêts à un jeune homme devenu handicapé suite à une interpellation musclée. Comme dans l'affaire de Rémi Fraisse (tué par une grenade lancée par un gendarme le 26 octobre 2014 à Sivens), la justice française avait débouté le plaignant.

En conclusion, pour paraphraser le petit monarque élyséen, une violence policière classée sans suite par la justice française, ça peut coûter « un pognon de dingue » après une décision de la Cour de justice européenne. Toutefois, cela ne suffira probablement pas à rendre caduc le slogan :

**POLICE PARTOUT –
JUSTICE NULLE PART !**

Robin, mutilé par une grenade, écrit à Maxime qui a perdu sa main sur la Zad.

Mettre des mots sur l'horreur.

Ne pas céder à la résignation. Au terrorisme d'État.

Malgré le stylo qui tremble, écrire. Témoigner.

Ne pas se laisser écraser par le concert d'opérations sémantiques, de propagande préventive et de censure qui cherche à nous couper de notre empathie et de la révolte qu'elle devrait spontanément engendrer.

Maxime vient de perdre sa main droite.

Pour toujours.

Il rejoint bien plus gravement encore l'enfer que j'ai vécu durant 9 mois.

Le 15 août 2017, à Bure, l'explosion d'une grenade Gli-F4 tirée par les gendarmes mobiles creusait mon pied gauche sur un diamètre de 13 cm et jusqu'à 3 cm de profondeur, arrachant peau, veines, nerfs, muscles et pulvérisant les os. C'était pendant une manifestation contre le projet Cigéo d'enfouissement de déchets radioactifs à 500 m de profondeur. Il y a eu 30 blessés, dont 4 graves.

Contrairement à ce que leur nom indique, les grenades GLI-F4 contiennent de la TNT et explosent ! Leurs déflagrations font 1 m de diamètre et peuvent tuer si elles touchent une partie vitale. Les appellations de « lacrymogènes » ou « d'assourdissantes » que la préfecture et les ministres leur donnent dans les médias servent à masquer la vérité à leur sujet : **CE SONT DES ARMES DE GUERRE!**

L'État utilise des armes de guerre pour terrasser le peuple. Dans le cas présent, les conséquences sont bien pires qu'un tir à balle réelle.

Déjà, à l'époque, j'avais alerté sur les dangers des grenades explosives en organisant une manifestation pour exiger leur interdiction mais les grandes chaînes ont cantonné l'information à la région lorraine. La majorité des français ignore encore la vérité sur ce sujet.

Il est tombé près de 4 000 grenades explosives sur la Zad depuis le début de son invasion par les gendarmes mobiles. Provoquant des centaines et des centaines de blessés, notamment à cause des éclats de métal qu'elles projettent. Où est la violence ?

Maxime est actuellement à l'hôpital.

L'ÉTAT MUTILE LA RÉSISTANCE



Outre les intenses douleurs et le fort traumatisme qui le suivront nuit et jour, il devra désormais supporter ce handicap inimaginable : vivre avec une seule main.

Cette main que l'explosion lui a arraché sur le coup, l'État lui a volé pour prix de son combat, pour prix de notre combat. Dans les dernières décennies, la militarisation du maintien de l'ordre a fait couler trop de sang.

Combien d'éborgnés ? Combien de mutilés ? Combien de vies déchirées par l'utilisation criminelle des flashballs et des grenades explosives ?

La violence de l'État pour mater toute résistance est extrême. Elle cherche à nous terroriser, à nous acculer à la résignation. Face à cela, la solidarité est notre arme et jamais la peur ne doit nous arrêter.

Proches, moins proches et tous ceux qui croiseront la route de Maxime, prenez soin de lui ! Tenez bon ! Il y a mille et une manières de lui apporter ce qui lui permettra de vivre. Écoutez-le, cherchez, trouvez !

La vie continue, le combat pour elle aussi.

Maxime, tiens bon !

Montagne - Un regard libertaire

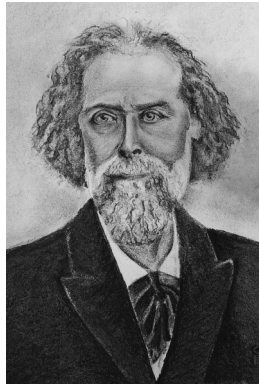
Textes : Élisée Reclus – Photographie : André Bonaventure
Edition André Bonaventure

L'homme est la nature prenant conscience d'elle-même“, écrivait Élisée Reclus, le géographe et encyclopédiste libertaire du 19^{ème} siècle finissant. Merci à André Bonaventure de nous emmener dans ce voyage au-delà de la rumeur et du fracas des humains, telle cette rencontre hors du temps avec Élisée Reclus, dans la perception du même élan puisé aux sources d'un regard singulier propre à l'esprit libertaire.

Dès l'engagement dans la lecture de l'ouvrage, cet échange nous pénètre chaque page un peu plus. L'élégance sensible du propos rejoint celle du regard proposé par le photographe. Dans le silence interrompu par le bruissement des feuilles tournées, il s'installe une conversation entre visions suggérées par l'écriture subtile et tellement juste d'Élisée, comme une impression de reflets renvoyés par les images d'André, telle une résonance d'un écho de fonds de vallées intemporelles.

L'écriture d'Élisée est d'une modernité étonnante. Elle est rendue dans ce livre superbe tenu et porté comme un bel objet, pensé dans l'éthique de l'artisan, à contre courant de l'inflation dans la déconsidération du livre aujourd'hui par le plus grand nombre.

La prémonition d'Élisée sur les temps à venir, ceux que nous vivons démontre la hauteur de vue de cet être épris de la même espérance humaine et sociale que nous savons d'André, mais dans sa perception de l'inexorable il nous rejoint aujourd'hui dans le constat de la finitude des temps humains et de la nature par le fait même de l'homme. Déjà la marchandisation des nouvelles considérations des espaces naturels était clairement identifiée au 19^{ème} siècle. Déjà Élisée avait formulé la question de la prédation des espaces naturels, évoquant la nécessité d'une vision globale des êtres inscrit de la nature, dans leur environnement. Avec le recul, le constat s'impose à l'esprit que les questions d'environnement sont implicites à l'éthique libertaire, parce que fondamentalement insoluble dans le libéralisme économique et politique, indigeste à l'appétit goulu des carriéristes de la politique.



Alors que la pensée politique révolutionnaire du 19^{ème} et 20^{ème} siècle se positionnait ostensiblement dans la catégorie ouvrière et urbaine de la société, portant l'idée que parce que les ouvriers avaient intérêt à faire La Révolution, ceux-ci auraient automatiquement envie de la faire. La majorité des peuples des campagnes et des montagnes demeuraient dans la déconsidération politique jusqu'à l'émergence de l'écologie politique issue de Mai 68. Les conséquences en furent tragiques (Ex : famines en Ukraine durant la domination bolchévique, incompréhension de la Gauche parisienne jacobine de l'insurrection des vigneron du Languedoc en 1907. Le petit vigneron ou le petit paysan n'entrait pas dans les cases idéologiques de la Gauche, suspectés parce que propriétaire de leur outil de travail.

Aujourd'hui, la considération de la montagne demande toutes les attentions car elle est en situation d'achèvement d'une colonisation obscène par l'urbanisme et l'exploitation touristique promu par la néo-culture gestionnaire des espaces naturels, inscrivant tragiquement ceux-ci dans une marchandisation obligée, contraints à une vision comptable.

Domenge

MONTAGNE

Un regard libertaire



Textes Élisée Reclus
Photographies André Bonaventure

Autre parution d'André :
Pyénées – Fragment d'éternité,
avec des poèmes de Georges Del Castillo - 2008

Nota : un prolongement intéressant de cette réflexion suggérée par cet ouvrage magnifique est possible dans l'excellent numéro 2 de la revue **NUNATAK** : revuenunatak.noblogs.org

Une résistance paysanne en montagne pyrénéenne ou un humano-centrisme primaire ?

Une résistance paysanne en montagne pyrénéenne ou un humano-centrisme primaire ?

Nous pouvions découvrir dans la Dépêche du Midi en ce mois de juillet qu'une résistance s'organise contre la réintroduction de l'ours dans le massif pyrénéen. Ces résistants cagoulés façon corse s'inscrivent dans l'histoire avec celle des Demoiselles au 19^{ème} siècle* en Ariège.

Tout y est dans cette histoire de résistance,

la légitimité des éleveurs devant les décisions prises à Paris avec la réintroduction de l'ours, l'ignorance ou le déni de l'éleveur aussi qui ne comprend pas que la disparition de l'ours s'inscrit dans la question de la prédation du vivant entreprise globalement par l'espèce humaine sur l'ensemble de la planète.

Pourtant, on vivait ici avec l'ours, chaque année un ours venait manger les poires d'un voisin près d'ici en Aspet jusque dans les années cinquante. Au moyen-âge on appelait l'ours *eth mossur*, il était respecté, alors, qu'est-ce qui a changé depuis ? C'est probablement le fait d'une expansion démographique au 18^{ème} sans précédent en particulier dans les Pyrénées centrales.

Sur un autre plan, La Chambre d'Agriculture comme la plupart de nos élus se désintéresse totalement des zones de montagne, dorénavant destinées à être des zones d'exploitation touristique. Les estives sont condamnées à court terme à moins qu'il y ait quelques élus qui comprennent que sans estives, donc sans herbages dans les plaines, il en sera fini de nos paysages, remplacés inexorablement par la forêt. C'est déjà nettement perceptible en à peine 50 ans avec la fin de l'agriculture locale traditionnelle.



Paradoxalement, l'ours menacé se retrouve **complice** d'une vision technocratique dont l'objectif est d'exploiter la montagne exclusivement ou presque en valeur marchandes touristiques, l'image de l'ours en étant le label. Cette résistance des éleveurs révèle la souffrance d'une société rurale qui se sent confusément ignorée, colonisée par l'appétit du capitaliste de notre temps, prédateur insatiable auxquels la majorité de nos semblables fait allégeance, y compris ceux là même qui résistent à l'ours, **le paradoxe dans le paradoxe.**

Domenge

***La guerre des Demoiselles :** *des hommes qui se déguisaient en femme, le visage barbouillé de suie, et menaient une guerre de représailles contre les gardes-forestiers suite à l'appropriation du domaine forestier par l'État français. Cette résistance cessa avec la guerre de 14, les faits les plus marquants se situant au milieu du 19^{ème}, avec l'occupation nocturne des villes de Massat et de St-Girons et l'identification des garçons en fille pour échapper à la conscription.*



Le groupe anarchiste Nosotros du Comminges organise régulièrement des projections, débats et conférences. N'hésitez pas à nous demander à vous inscrire sur notre liste mail afin d'être informé des événements à suivre, ou encore à nous proposer tout film ou débat, voire à participer activement ! - nosotros1936@yahoo.fr

